

Un projet en phase avec les classes populaires

La crise économique est du fait des élites, des dominants. Elle est organisée pour nous déposséder. Dans un monde occidental qui épuise la planète, passé de l'abondance au gâchis, face au reste de la planète qui peine à sortir de la misère, **il n'est pas question de répondre à nos détracteurs « comment optimiser », mais « comment partager ».** En ce sens, et à gauche, il nous faut **passer du « care » au « share ».**

Le projet que nous adressons aux classes populaires de France, doit se faire **avec une conception du développement mondial qui fait face à la mondialisation capitaliste** : la paix contre la guerre, le co-développement contre la concurrence, le juste-échange contre le libre-échange, la mise au pas du système financier mondial contre la prédation des grands groupes et des possédants.

- **Europe/Monde : pour des échanges « à la carte »**

Les objections les plus immédiates qui nous sont faites sont que le monde a changé, qu'il est ouvert, interconnecté et que nous n'avons rien à opposer à la mondialisation - alors que le Front National peut opposer le patriotisme au mondialisme -.

Nous avons à objecter au libre-échange absolu, celui du juste-échange. Et ceci, même si nous devons déroger aux différentes règles internationales **via une diplomatie ou des accords commerciaux à la carte.** Certes, la France est interdépendante des autres grandes puissances, mais trop d'exemples nous ont été donnés pour montrer que les dirigeants français étaient plus enclins à brader le patrimoine national - pour des raisons d'enrichissement personnel - que de défendre les intérêts stratégiques du pays.

Pour cela nous pouvons affirmer :

- **La sortie de la France de toute organisation à vocation atlantiste,** sans aucune condition
- **La remise en cause des traités de l'Union Européenne via une stratégie de respect à la carte de nos différentes obligations** (monétaire ou réglementaire) suivant les principes d'équité et de progrès
- **Le développement massif de partenariats alternatifs,** tant dans la diversification des partenaires que des modalités de coopérations

Bien sûr, notre discours sera réduit à « La France seule ne peut rien faire » ou bien « oui, mais vous ne prendrez que ce qui vous arrange... ça ne marche pas comme ça ! »... mais il ne s'agit pas de cela. **Il s'agira de La France qui, dans un rapport de force permanent, sera au cœur des transformations populaires d'un monde multipolaires,** et non pas pour construire les Etats-Unis d'Europe. Alors, l'Europe mettra plus de temps à se construire, c'est sûr, mais elle se construira sur de meilleures bases.

Ajoutons, qu'à la veille d'une crise financière majeure, qu'en pleine crise des réfugiés, sans parler des desideratas du Royaume-Uni face à l'UE, nombre de digues ont lâché : remises en cause de l'espace Schengen, referendum sur la sortie de l'UE, reconfiguration de l'Europe politique et/ou économique (à 6, 8, 12 ?), incohérences diplomatiques, surveillances (écoutes) des Etats-Unis... Toutes les options sont sur la table, et elles sont étudiées par tout le monde.

- **L'affirmation démocratique pour tous et partout**

Nous voulons une 6^{ème} République, qui des modes de représentations, aux possibilités de gestion des structures privées et publiques, en passant par la mise à plat des différentes réformes territoriales, jusqu'à l'existence des initiatives les plus localisés, renverse cette 5^{ème} République « du coup d'état permanent » qui n'en finit plus de s'asphyxier depuis 30 ans.

Cela ne sera possible sans redonner le pouvoir aux classes populaires, cela ne sera possible sans réarmer la puissance publique. Cette révision constitutionnelle doit être entreprise, à tous les échelons des différentes collectivités, et **avec une vision coordonnée d'une politique de développement des territoires équitables et écologiques.**

Car c'est un débat peu abordé, mais **qu'elle autorité est compétente pour l'aménagement du territoire quand les phénomènes démographiques nous acculent à « la métropolisation » ?**

Logement, santé, énergies, éducation, transports et culture doivent redevenir des questions de politiques publiques prioritaires et à l'écoute des besoins des populations.

La mise en place de cette 6^{ème} république doit être programmée sur la prochaine mandature de l'Assemblée Nationale en abrogeant ou intégrant les futures élections locales suivant le nouveau redécoupage administratif. Cette programmation doit être annoncée et lisible dès le début du mandat.

- **Un système économique de l'utile**

Les concentrations capitalistes sont devenues insupportables et vont jusqu'à remettre en cause l'existence même de la vie sur la planète. **Nous réaffirmons l'absolue gestion démocratique des grands secteurs vitaux et d'investissements de la société, tout en défendant un système d'initiative plus libertaire et local pour les structures à taille humaines.**

Nous réaffirmons également la nécessité des investissements de long terme pour lesquels il faut exclure toute idée de rentabilité : ces investissements engagent notre avenir tout simplement, **ils sont « existentiels »**. Car alors, comment financer la transition énergétique, les besoins criant d'infrastructures, l'autosuffisance alimentaire et les besoins d'éducatifs qui vont avec ?

Pour cela, **nous réinvestirons le débat économique** dans la lignée de ce qu'ont pu entreprendre les Economistes Atterrés. **Crises économiques, dettes, opacité du système bancaire, paradis fiscaux, politiques monétaires...** le débat national ne peut se limiter aux « experts » qui ne sont en réalité que des « chiens de gardes ».

Pour cela, **nous reprendrons la question de la « sécurisation » des revenus** : même si la proposition de « **sécurisation des parcours professionnels** » peut répondre immédiatement à la fin de la précarité pour une majorité des salariés, elle ne fait pas cas des évolutions probables du travail à moyen terme et ne correspond pas aux situations du piège de « l'entrepreneuriat » ou de la microentreprise. Nous devons répondre au débat des libéraux sur « le revenu de base » pour le tirer vers le « **salaire à vie** » ou vers « **un revenu d'existence** », qui articulerait une stricte limitation du temps de travail et les nouvelles mobilités liées au numérique. Plus, pour les métiers de services atomisés, entretenant le mythe de la débrouille et aboutissant aux entrepreneurs précaires, pourquoi ne pas imaginer **un statut « d'intermittent de l'entrepreneuriat »**, déclinaison des indépendants du spectacle ?

- **Libérer l'information**

Afin de promouvoir l'égalité et le partage comme moteur de la transformation, **il faudra changer les esprits** et ce qu'on leur donne « à manger », chaque jour. Le recul des questions scientifiques, la « marchandisation du progrès », conduisent nos sociétés vers une impossibilité totale de recherche de solutions. Pire, les médias organisent clairement aujourd'hui une « idiocratie » qui ne trouve aucune limite.

Pour faire face, nous devons :

- **assurer le Pluralisme des médias et des opinions,**
- **Défaire toutes les concentrations** capitalistiques dans les secteurs des médias et de la télécommunication,
- **Exiger un service publique de qualité** et indépendant,
- **Défendre la laïcité du numérique [JR]**